



Le printemps des retraités et des retraitées dans la rue le jeudi 11 avril 2019

Un gouvernement sourd dingue !

Dès son arrivée à la présidence de la République M. Macron a attaqué les retraité-e-s : gel des pensions pour 2018 et 2019, augmentation de 25 % de la CSG, soit une perte de pouvoir d'achat de 5 % en deux ans ! Il a provoqué la colère, que plus de 200 000 personnes ont exprimé en manifestant le 15 mars 2018 à l'appel de nos neuf organisations.

Puis l'inflexibilité du gouvernement sourd dingue a provoqué une crise sociale profonde, l'irruption des gilets jaunes et, parmi elles et eux, de très nombreuses personnes retraitées présentes sur les ronds-points, dans les discussions et manifestations.

Toutes ces mobilisations ont contraint le gouvernement à tenter de calmer la colère en acceptant d'annuler l'augmentation de la CSG pour une partie des retraité-e-s, de recevoir enfin une délégation de nos neuf organisations,.

Le mécontentement persistant incite maintenant le gouvernement à envisager de respecter le code la Sécurité sociale, de revaloriser les pensions 2019 du montant de l'inflation ... mais seulement pour les basses pensions.

Un gouvernement ... dingue de dons aux plus riches.

Le gouvernement ne remet pas en cause sa politique très inégalitaire :

- L'augmentation de la CSG reste pour une partie des retraité-e-s. Le gouvernement tente de nous diviser en ne traitant pas tout le monde de la même façon. Il remet en cause le principe de nos systèmes de retraite solidaires par répartition, dans lequel le fait de cotiser donne droit à une pension et une revalorisation.
- Le bradage de biens publics à des « investisseurs privés », après les autoroutes, voilà les aéroports.
- Les exonérations de cotisations sociales (famille, maladie, vieillesse, etc.) provoquent des difficultés financières de la Sécurité Sociale, qui poussent à des reculs de la couverture maladie, la politique familiale, les pensions, etc.
- Nos neuf organisations sont reçues mais nos demandes ignorées : Gilles Le Gendre, président du groupe LREM de l'Assemblée Nationale, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics, restent « dans la ligne » de la politique du gouvernement : énormes cadeaux aux grandes entreprises et à leurs actionnaires qui vident les caisses publiques, ce qui sert de prétexte à l'austérité pour les autres personnes, notamment retraitées.

Des revendications qui peuvent et doivent être satisfaites

De l'argent, il y en a !

Nous demandons le rétablissement de l'ISF (4,5 milliards d'euros), l'imposition des dividendes à l'impôt progressif (10 milliards), la fin du CICE (40 milliards en 2019), la suppression de l'exit tax (6 milliards), la lutte contre la fraude fiscale (au moins 100 milliards), etc.

Nous revendiquons :

- la suppression de la hausse de la CSG et des exonérations de cotisations sociales,
- la revalorisation de toutes les pensions en fonction de l'évolution des salaires, le rattrapage des pertes subies depuis 2014,
- un minimum de pension à hauteur du SMIC pour une carrière complète ;
- le maintien et l'amélioration des pensions de réversion ;
- la prise en charge de la perte d'autonomie à 100 % par la Sécurité sociale et l'ouverture d'un droit universel dans le cadre d'un grand service public de l'aide à l'autonomie.

Le 11 avril, rendons visibles notre colère et nos exigences !

Place pour les modalités locales